



Charbonnières, le 20 mai 2010

Communiqué de Presse

Durcissement des politiques publiques :

Les régions doivent résister à la dérive autoritaire de régression sociale en France et en Europe

Alors que Nicolas Sarkozy présidait hier à l'Élysée une « conférence sur les déficits » nous nous félicitons que l'ARF et l'ADF aient décidé de ne pas y assister pour dénoncer les orientations de régression sociale en matière de services publics locaux qui sont annoncées : moins de moyens publics financiers et humains pour la formation, la culture, la santé, l'emploi, la petite enfance, le grand âge...

En effet, **dans la logique comptable de la RGPP cette conférence de l'austérité permanente prévoit, entre autre, un gel des concours de l'Etat aux collectivités !**

La rigueur semble s'imposer pour tous... ou presque... Banques, spéculateurs et grosses fortunes peuvent continuer à engranger du profit tranquillement, la population payera les pots cassés, en France et dans toute l'Europe.

Ainsi le Président de la république, qui a largement contribué au sauvetage des créanciers de la Grèce (en empruntant aux banques à 1% pour réclamer un retour d'intérêts de 5% à l'Etat grec) sans qu'ils n'aient à participer au financement de leurs propres égarements, se veut beaucoup moins loquace quant au bouclier fiscal. Il s'obstine même, malgré l'incompréhension et la colère que la population exprime dans la rue, mais aussi dans les urnes, lors des dernières élections régionales. Le bouclier fiscal est devenu le symbole d'une politique injuste fiscalement et socialement.

En revanche, ce gouvernement n'hésite pas à supprimer les aides sociales prises pour les ménages les plus pauvres en 2009. Quelle indécence que d'aller « grappiller » quelques primes de 150 euros aux familles modestes quand par ailleurs on est capable de mettre près de 350 milliards d'euros pour sauver les banques de la faillite...

En Grèce comme dans toute l'Europe, il n'est pas admissible que le peuple paye l'addition à coups de baisses de salaires, privatisations et de recul de l'âge du départ à la retraite... On ne peut laisser la finance dicter ses intérêts et piller les peuples. **La droite veut protéger les revenus financiers et les dividendes d'une contribution aux retraites et ouvrir le marché des assurances privées.**

De même, le gouvernement considère que les collectivités locales dépensent trop. Elles sont pourtant le premier investisseur public. Elles réalisent près de 70 % de l'investissement public. Elles souffrent des transferts de compétences de l'Etat sans compensations financières. **RGPP, Loi Hôpital, réforme territoriale, suppression de la TP, le gouvernement affaiblit le rôle des collectivités et de leurs missions de services publics locaux aux dépens de la démocratie. Ce sont les marchés financiers qui dictent l'exigence de réduction des dépenses publiques.**

Le groupe des élus Front de Gauche (Ensemble : Communistes, Parti de Gauche, Gauche Unitaire et Partenaires) à la Région Rhône-Alpes s'insurge contre cette volonté d'imposer aux peuples l'austérité et la régression.

Salariés, retraités, chômeurs, n'ont pas à être sacrifiés sur l'hôtel de la spéculation boursière et du sacro-saint profit. **La Région Rhône-Alpes doit être à l'inverse, porteuse de plus de justice sociale et de solidarité : fonds d'investissement public, comités interentreprises, soutien aux bénéficiaires du RSA.** Et dans le cadre de l'ARF, continuer une action commune coordonnée au plan national. Il n'est plus possible que les collectivités soient freinées par l'Etat dans les mesures qu'elles tentent de prendre pour contrer la crise.

Il est urgent de mettre à contribution les revenus des acteurs financiers et des grands actionnaires dans le cadre de la création de pôles bancaires publics coopérant à l'échelle européenne. Dans ce domaine, **la Région pourrait impulser la création d'un fond régional public pour l'emploi, activable par les salariés. Les Régions doivent impulser d'autres logiques pour contrecarrer au démantèlement des services publics, de notre système de sécurité sociale, du droit du travail et des retraites.** Seules une relance sociale et une démocratisation de l'Union Européenne en mettant fin à « l'indépendance » de la banque centrale européenne, peuvent permettre d'éviter l'implosion de l'Europe.

La population est doublement attaquée, par l'accroissement du chômage, le blocage voire la baisse des salaires, la mise en cause de la retraite et la réduction des aides sociales et des services publics encore délivrés par les collectivités locales.

C'est pourquoi le groupe Front de Gauche sera mobilisé le 27 mai prochain pour défendre « Emploi, salaires et retraites » avec salariés et organisations syndicales.